

Examen de toutes les résolutions et décisions précédentes Processus de réalisation de l'examen

Mesures requises :

Le Comité permanent est invité à :

- a) examiner et commenter le projet de résolution (y compris ses annexes) figurant à l'annexe 1 du présent document, et convenir qu'il doit être transmis pour examen à la COP14, après toute modification nécessaire pour tenir compte des commentaires du Comité permanent, comme demandé au paragraphe 25 de la Résolution XIII.4 ;
- b) examiner le regroupement préliminaire des résolutions et recommandations présenté à l'annexe 2 comme guide pour la préparation des projets ultérieurs de résolutions regroupées ;
- c) convenir que le Secrétariat devrait préparer au moins deux autres projets de résolutions regroupées à examiner à la 60^e Réunion du Comité permanent (SC60), sur des thèmes choisis dans le regroupement préliminaire de résolutions et recommandations présenté à l'annexe 2 ;
- d) approuver l'allocation de 12 000 CHF, dont 3000 CHF de fonds non dépensés, pour couvrir le coût de la poursuite des travaux de regroupement des résolutions et recommandations de la Conférence des Parties, en faisant appel à des services de consultants ;
- e) convenir que le Secrétariat devrait établir et maintenir à jour, sur le site Web de la Convention, une page dédiée énumérant toutes les résolutions et recommandations valides de la Conférence des Parties et une liste distincte de toutes les résolutions et recommandations qui ne sont plus en vigueur ; et
- f) convenir que les décisions qui ont été adoptées avant la COP11 (ou une autre date, à préciser par le Comité permanent) ne sont plus en vigueur, et que les organes directeurs assureront le suivi des décisions prises et de leur application.

Contexte

1. La Résolution XII.4, *Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar*, comprend la demande suivante au Comité permanent, au paragraphe 25 :

CHARGE le Comité permanent, à sa 57^e Réunion, d'examiner le rapport du Secrétariat sur la validité des résolutions et décisions et de le commenter, et d'examiner les recommandations du Secrétariat sur ce sujet à sa 58^e Réunion, en vue d'inclure dans une résolution pertinente,

adressée à la 14^e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP14), la suppression de résolutions et décisions obsolètes et la mise en place, pour la Convention, d'une procédure d'abrogation automatique des résolutions et décisions obsolètes lorsqu'elles sont remplacées par de nouveaux textes.

2. Suite à cette demande, lors de sa 57^e Réunion (SC57, 2019), dans la décision SC57-19, « *le Comité permanent a chargé le Secrétariat de procéder à un regroupement préalable des résolutions existantes en grands domaines thématiques, en identifiant les domaines prioritaires pouvant faire l'objet d'une action ultérieure ...* ».
3. Pour faire avancer la mise en œuvre de la demande formulée dans la Résolution XIII.4, le Comité à sa 58^e Réunion (SC58, 2020) a adopté les décisions SC58-19 et SC58-21, comme suit :

Décision SC58-19 : Le Comité permanent décide, en consultation avec le Groupe consultatif du Comité permanent sur l'examen des résolutions et décisions, que le Secrétariat préparera les documents suivants pour examen par le Comité à sa 59^e Réunion et, le cas échéant, communication pour examen à la COP14 :

...

- ii. *un projet d'orientations à l'intention des Parties, pour les Parties, les présidents des comités, groupes et autres organes de la Convention et le Secrétariat, afin de préciser comment les résolutions devraient être rédigées, adoptées et enregistrées à l'avenir, afin de garantir que le droit non contraignant de la Convention reste clair, accessible et facile à utiliser pour des questions sur lesquelles il y a eu de multiples résolutions et/ou recommandations de la COP.*

Décision SC58-21 : Le Comité permanent charge le Secrétariat de préparer un document révisé (SC58 Doc.13), en collaboration avec un groupe consultatif, pour le présenter à la 58^e Réunion du Comité permanent, en octobre 2020, en tenant dûment compte des commentaires des Parties contractantes sur l'approche de la mise en œuvre de la Décision SC57-19 du Comité, et de demander conseil au groupe consultatif des Parties contractantes intéressées sur sa possible révision, avant la 58^e Réunion du Comité permanent, sous la forme d'un certain nombre de documents thématiques plus petits. (La réunion prévue en octobre 2020 a par la suite été annulée.)

4. Le présent document a été préparé en réponse à ces demandes, en particulier en tant que révision du document SC58 Doc.13 concernant le processus de révision des résolutions existantes. Comme la Décision SC58-21 soutient également l'application de la Décision SC57-19, sur le regroupement des résolutions en thèmes majeurs, un projet de ce regroupement préliminaire est joint en annexe 2 au présent document.

Instructions de la Conférence des Parties

5. Dans la Résolution XIII.4, la Conférence des Parties contractantes donne instruction au Secrétariat de préparer des recommandations relatives à un processus pour :
 - a) abroger les résolutions et décisions obsolètes ;
 - b) établir une procédure automatique d'abrogation des résolutions et décisions obsolètes ou contradictoires lorsqu'elles sont remplacées par de nouveaux textes ; et
 - c) préparer une liste regroupée de résolutions et décisions à mettre à jour après chaque session de la Conférence des Parties contractantes ainsi que, selon les besoins, après les réunions du Comité permanent.

6. Pour le Secrétariat, le terme « résolutions » dans la Résolution XIII.4 englobe les « recommandations » de la Conférence des Parties car :
 - elles ont été adoptées selon les mêmes règles et ont donc le même effet juridique ;
 - certaines des premières recommandations de la Conférence des Parties ont été présentées sous la même forme que les résolutions ; et
 - beaucoup de recommandations couvrent les mêmes sujets que les résolutions et doivent donc être prises en compte.
7. Pour le Secrétariat, le terme « décisions » tel qu'il est utilisé dans la Résolution XIII.4 fait référence aux décisions numérotées du Comité permanent. Par conséquent, pour éviter toute ambiguïté, dans le texte qui suit, ces décisions sont libellées « décisions du Comité permanent ».
8. Le Secrétariat a préparé un projet de résolution, figurant en annexe 1, pour atteindre les objectifs définis par la Conférence des Parties et indiqués au paragraphe 5 ci-dessus. Le texte suivant explique l'approche adoptée pour chacun de ces trois objectifs.

Abrogation des résolutions de la Conférence des Parties et des décisions du Comité permanent devenues obsolètes

Résolutions de la Conférence des Parties :

9. Conformément à la demande faite au Comité permanent dans la Résolution XIII.4 de préparer un projet de résolution pour la COP14 afin d'inclure l'abrogation des résolutions et décisions obsolètes, dans la Décision SC58-19.i), le Comité a chargé le Secrétariat de préparer un projet de liste de toutes les résolutions existantes qui sont effectivement caduques et devraient être retirées de la liste des résolutions valides. Le projet de liste est annexé au document SC59 Doc.13.2, et est inclus dans le projet de résolution figurant à l'annexe 1 du présent document.
10. Que la Conférence des Parties accepte ou non d'abroger les résolutions obsolètes de manière groupée, le processus de regroupement des résolutions sur chaque sujet, s'il est accepté par la Conférence, permettra d'identifier et d'abroger toutes les résolutions, ou certaines de leurs parties, qui sont obsolètes. L'exemple de résolution regroupée sur les « inventaires », présenté dans le document SC59 Doc.13.3, montre comment cela peut être réalisé, en suivant une approche utilisée par d'autres traités.

Décisions du Comité permanent

11. Concernant les décisions du Comité permanent, il convient de noter que le Comité a adopté, à ce jour, 1027 décisions. Par conséquent, examiner individuellement toutes ces décisions et décider si elles ont été appliquées ou si certaines parties restent en vigueur serait une tâche immense et consommatrice de temps. L'examen d'un tel nombre de décisions nécessiterait des ressources considérables de la part du Comité permanent et du Secrétariat. En outre, il semble que les décisions du Comité permanent soient, pour l'essentiel, opérationnelles et à court terme par nature. Pour toutes ces raisons, le Secrétariat suggère une approche différente.
12. Une approche possible serait de considérer toutes les décisions adoptées avant la COP11 (ou une autre date à préciser par le Comité permanent) comme n'étant plus en vigueur et de veiller à ce que les organes directeurs de la Convention gardent trace des décisions prises à l'avenir, ainsi que de leur application.

Établissement d'une procédure d'abrogation automatique des résolutions de la Conférence des Parties lorsqu'elles sont obsolètes ou contradictoires et des décisions du Comité permanent lorsqu'elles sont remplacées par de nouveaux textes

Résolutions de la Conférence des Parties

13. Un des objectifs du présent exercice est de mettre en place un processus garantissant qu'à l'avenir, lorsque le processus d'examen sera terminé, l'ensemble des résolutions ne soit plus aussi difficile à comprendre et à appliquer et qu'il n'y ait plus de recommandations contradictoires ou faisant double emploi sur quelque sujet que ce soit. Pour cela, deux mesures peuvent être prises.
- a) La première consiste à regrouper les résolutions qui traitent du même sujet et à abroger toutes les résolutions précédentes sur le même sujet. Le regroupement consiste à compiler les textes existants traitant d'un même thème, tout en supprimant les parties de chaque résolution qui sont caduques et en éliminant les conflits et les doublons. Pour assurer le succès de ce processus, il conviendrait d'adopter deux principes de base pour tout projet de résolution proposé à l'avenir :
- i) si un projet de résolution traite d'un sujet pour lequel une résolution regroupée a déjà été adoptée, le projet doit être présenté de manière à réviser la résolution regroupée ; et
- ii) si un projet de résolution traite d'un sujet déjà couvert par une ou plusieurs résolutions existantes n'ayant pas fait l'objet d'un regroupement :
- le préambule doit rappeler toutes les résolutions existantes sur le même sujet ;
 - les recommandations contenues dans le projet ne doivent pas faire double emploi avec une recommandation existante ; et
 - si les recommandations du projet sont en conflit avec une recommandation déjà existante, le projet doit indiquer l'abrogation de l'avis existant.

Il importe de noter que, si une résolution existante est abrogée par la Conférence des Parties, elle reste cependant dans les registres pour refléter l'accord de la Conférence au moment de son adoption.

- b) La deuxième mesure serait que la Conférence des Parties convienne qu'à partir de la COP14, le Secrétariat maintiendra, séparément de la liste des résolutions, une liste des autres « décisions de la Conférence des Parties » qui comprendra toutes les décisions prises par la Conférence à sa 14^e Session et aux sessions futures qui contiennent des instructions aux organes de la Convention et d'autres textes limités dans le temps, avec un effet à court terme. Si cela est accepté par la Conférence, le Secrétariat mettra à jour la liste après chaque session de la Conférence, en incluant toutes les nouvelles décisions de la COP, en supprimant toutes les décisions qui ont été appliquées, et en révisant et mettant à jour toutes les décisions existantes si des révisions sont convenues pendant la session de la COP.
14. L'étape supplémentaire qui est nécessaire pour soutenir ces mesures est que la Conférence des Parties fournisse des orientations claires aux Parties et au Secrétariat sur le meilleur moyen d'adopter les décisions de la Conférence et de les enregistrer à l'avenir. Cette étape est nécessaire non seulement pour éviter une prolifération de résolutions sur le même sujet, mais aussi pour garantir que les résolutions, en tant qu'instruments « non contraignants » de la

Convention, contiennent ce qu'elles doivent contenir et rien d'autre, et ne comportent pas de texte qui devienne rapidement obsolète. À cette fin, dans la Décision SC58-19.ii., le Comité permanent a demandé des lignes directrices sur la préparation et l'enregistrement des futures décisions de la Conférence des Parties contractantes ; et un projet a été fourni dans l'annexe 1 du document SC57 Doc.14.

15. Un projet de résolution visant à mettre en place les processus demandés par la Conférence des Parties figure à l'annexe 1 du présent document. Il comprend un texte sur la mise en œuvre des mesures mentionnées ci-dessus. Il comprend également, en annexe, le projet de liste des résolutions caduques et les lignes directrices pour la préparation et l'enregistrement des futures résolutions et décisions de la Conférence des Parties. Les lignes directrices sont basées sur le projet fourni à la 57^e Réunion du Comité permanent (SC57).

Décisions du Comité permanent

16. Concernant les décisions du Comité permanent, comme indiqué au paragraphe 12 ci-dessus, le Secrétariat suggère d'ajouter un point permanent à l'ordre du jour des réunions du Comité afin de recevoir un rapport sur l'application des décisions adoptées lors de précédentes réunions, à moins que cela ne soit couvert par d'autres points de l'ordre du jour. Toutes les décisions pourraient être considérées comme obsolètes et non valides à moins d'être renouvelées par le Comité.

Préparation d'une liste regroupée de résolutions de la Conférence des Parties et de décisions du Comité permanent à mettre à jour après chaque session et réunion

Résolutions de la Conférence des Parties

17. Conformément au paragraphe 24.b de la Résolution XIII.4, le Secrétariat a publié une liste regroupée des résolutions de la Conférence des Parties sur le site Web de la Convention.
18. Une fois que la Conférence des Parties aura accepté une liste des résolutions qui ne sont plus valides, celle-ci pourra être publiée sur une page distincte du site Web de la Convention. Toute résolution abrogée à l'avenir serait alors transférée dans la liste des résolutions qui ne sont plus valides.

Décisions du Comité permanent

19. Si le Comité en convient, une approche différente pourrait être adoptée pour les décisions du Comité permanent. Comme ces décisions sont déjà disponibles sur le site Web de la Convention, avec le compte rendu de chaque réunion, le Comité pourrait considérer que la compilation d'une liste de près de 1000 décisions, en trois langues, ne constitue pas le meilleur usage des ressources.

Autres considérations

20. Pour le Secrétariat, l'objectif fondamental de l'examen demandé est de rendre les résolutions plus faciles à comprendre et à appliquer, et de faire en sorte qu'elles deviennent un outil pratique pour les Parties afin de faciliter et d'améliorer l'application de la Convention. Les étapes pour y parvenir sont décrites ci-dessus.

21. Le processus de regroupement n'ayant pas pour objet de réviser le fond des décisions prises précédemment par la Conférence des Parties, il pourrait être demandé à la Conférence de convenir que la procédure d'examen et d'adoption des projets de résolutions regroupées est différente de celle qui s'applique aux autres projets de résolutions. (C'est déjà le cas à la CITES, par exemple.) Le Secrétariat suggère que la seule décision à prendre concernant les projets de résolutions regroupées consiste à savoir si le regroupement a été fait correctement ; le fond lui-même ne devrait pas être présenté pour discussion, car, en principe, il a déjà été approuvé par les Parties. Cette approche devrait être approuvée par la Conférence des Parties et est présentée dans le projet de résolution figurant en annexe 1.
22. Il importe que toutes les Parties sachent qu'elles gardent le contrôle de l'examen des résolutions, en tout temps ; que les textes ne peuvent être abrogés que par la Conférence des Parties ; et que tous les textes précédemment adoptés par les Parties restent accessibles sur le site Web de la Convention. L'histoire du développement des instruments non contraignants de la Convention reste intacte.
23. Afin de faire progresser le processus de regroupement des résolutions, il serait souhaitable de disposer de nouveaux projets de résolutions regroupées pour approbation par le Comité permanent, à transmettre pour examen et adoption à la COP14. Compte tenu du temps disponible, il est possible que deux ou trois projets supplémentaires puissent être préparés à partir du regroupement de résolutions et de recommandations présenté à l'annexe 2.
24. Les ressources du Secrétariat étant déjà entièrement consacrées à la mise en œuvre de son programme de travail, il serait nécessaire de faire appel à un consultant externe ayant l'expérience appropriée, pour faire progresser l'examen et le regroupement des résolutions, et réaliser les travaux associés à ce processus. Le Secrétariat devra donc demander l'autorisation au Comité permanent d'allouer des fonds à cette fin.

Recommandations

25. Le Comité permanent est invité à :
 - a) examiner et fournir des commentaires sur le projet de résolution figurant à l'annexe 1, concernant un processus d'examen et de regroupement des résolutions et recommandations de la Conférence des Parties, et de convenir que ce projet, avec tous les changements nécessaires, devrait être transmis pour examen à la COP14, afin de satisfaire aux exigences du paragraphe 25 de la Résolution XIII.4 ;
 - b) examiner le regroupement préliminaire des résolutions et recommandations présenté à l'annexe 2, produit comme demandé par le Comité dans la Décision 57-19 en tant que guide pour la préparation des projets ultérieurs de résolutions regroupées ;
 - c) convenir que le Secrétariat devrait préparer au moins deux autres projets de résolutions regroupées pour examen par le Comité permanent à sa 60^e Réunion (SC60), sur des thèmes choisis dans le regroupement préliminaire de résolutions et recommandations figurant à l'annexe 2 du présent document ;
 - d) approuver l'allocation de 12 000 CHF, dont 3000 CHF de fonds non dépensés, pour couvrir le coût de la poursuite des travaux de regroupement des résolutions et recommandations de la Conférence des Parties, en faisant appel à des services de consultants ;

- e) convenir que le Secrétariat devrait établir, et tenir à jour, sur le site Web de la Convention une page dédiée présentant une liste de toutes les résolutions et recommandations valides de la Conférence des Parties et une liste distincte de toutes les résolutions et recommandations qui ne sont plus en vigueur ; et
- f) convenir que les décisions adoptées avant la COP11 (ou une autre date, à préciser par le Comité permanent) ne sont plus considérées comme étant en vigueur, et que les organes directeurs assureront le suivi des décisions et de leur application.

Annexe 1

Projet de résolution sur un processus d'examen et de regroupement des résolutions et recommandations de la Conférence des Parties

1. RAPPELANT la Résolution XIII.4 (2018), *Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar*, et en particulier l'exigence, exprimée au paragraphe 24 de cette Résolution :
envisager un processus pour : abroger les résolutions et décisions obsolètes ; établir une procédure automatique d'abrogation des résolutions et décisions obsolètes ou contradictoires lorsqu'elles sont remplacées par de nouveaux textes ; et préparer une liste regroupée de résolutions et décisions à mettre à jour après chaque session de la Conférence des Parties contractantes ainsi que, selon les besoins, après les réunions du Comité permanent ;
2. NOTANT que la référence aux « résolutions » dans la Résolution XIII.4 englobe également les « recommandations » de la Conférence des Parties et que le terme « décisions » fait référence aux décisions numérotées du Comité permanent ;
3. CONVAINCUE de la nécessité de veiller à ce que les résolutions, en tant qu'instruments non contraignants de la Convention, exprimant la politique, les règles et les orientations de la Conférence des Parties, soient claires, concises et facilement accessibles ;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES CONTRACTANTES

Concernant l'abrogation des résolutions et parties de résolutions obsolètes

4. CONVIENT que les résolutions et recommandations énumérées à l'annexe 1 sont effectivement caduques et sont donc abrogées ;

Concernant les listes de résolutions actuelles, résolutions abrogées ou remplacées et autres décisions de la Conférence des Parties

5. CHARGE le Secrétariat de maintenir, sur le site Web de la Convention de Ramsar sur les zones humides :
 - une liste de toutes les résolutions actuelles de la Conférence des Parties contractantes, et
 - une liste séparée des résolutions qui ne sont plus en vigueur, y compris les versions précédentes des résolutions qui ont été révisées ;
6. CHARGE le Secrétariat de maintenir, sur le site Web de la Convention, une liste de toutes les autres « décisions de la Conférence des Parties », qui sont conçues pour avoir un effet à court terme. Celles-ci sont numérotées et comprennent uniquement : les instructions ou les demandes adressées aux comités, aux groupes d'experts, aux groupes de travail, aux autres organes de la Convention ou au Secrétariat, à moins qu'elles ne fassent partie d'une procédure à long terme ; et les recommandations ou autres formes de décision qui sont limitées dans le temps ou qui doivent être mises en œuvre peu après leur adoption et qui seront ensuite obsolètes. Cette liste sera mise à jour par le Secrétariat après chaque session de la Conférence des Parties ;

Concernant la révision et le regroupement des résolutions actuelles

7. DÉCIDE d'établir un processus de regroupement des résolutions de la Conférence des Parties, comme suit :
 - a) L'objectif général du regroupement est de faciliter la compréhension et la mise en œuvre des résolutions en combinant en une seule résolution les textes des résolutions existantes qui traitent du même sujet, en utilisant autant que possible les formulations des résolutions existantes, tout en éliminant les divergences et les incohérences, en clarifiant le sens, en uniformisant les termes utilisés, en corrigeant les erreurs grammaticales, en mettant à jour les parties obsolètes et en éliminant les parties caduques ;
 - b) Le Secrétariat est chargé de préparer, pour chaque session de la Conférence des Parties, un ou plusieurs projets de résolutions visant à regrouper les résolutions existantes traitant d'un même sujet. La sélection des résolutions est guidée par le Comité permanent en se référant au regroupement préliminaire des résolutions et recommandations figurant dans l'Annexe 1 du document SC58 Doc.13 ;
 - c) Le document de présentation de chaque projet de résolution regroupée indique l'origine des textes présentés et explique les différences éventuelles avec les résolutions existantes ;
 - d) Les projets de résolutions regroupées n'incluent pas de nouveaux concepts, politiques, règles ou orientations qui n'ont pas été précédemment approuvés par la Conférence des Parties ;
 - e) Le texte de chaque projet de résolution regroupée indique qu'il abroge les résolutions faisant l'objet du regroupement et qu'il est destiné à les remplacer ;
 - f) Chaque projet de résolution regroupée préparé par le Secrétariat est présenté au Comité permanent, qui guide le Secrétariat et approuve le projet à soumettre à l'adoption de la Conférence des Parties lorsqu'il estime que le projet a été correctement préparé ;
 - g) Le processus de regroupement des résolutions n'ayant pas pour objet de réviser le fond des décisions prises antérieurement par la Conférence des Parties, le Règlement intérieur pour l'examen et l'adoption des projets de résolutions regroupées sera différent de celui qui s'applique à l'examen des autres projets de résolutions en ce sens que, en règle générale, le fond ne devrait pas être présenté pour discussion puisqu'il a en principe déjà été approuvé par les Parties. La Conférence doit principalement décider si le regroupement a été fait correctement ; et
 - h) Le processus de regroupement des résolutions est considéré comme achevé lorsqu'il n'y a pas plus d'une résolution traitant d'un thème majeur déterminé par le Comité permanent ;

Concernant la préparation et l'adoption des projets de résolutions et des projets de décisions

8. DEMANDE aux Parties, à la présidence des comités, groupes d'experts et autres organes de la Convention, ainsi qu'au Secrétariat, de suivre les orientations figurant à l'annexe 2 ;

Concernant les décisions du Comité permanent

9. DÉCIDE que la procédure d'enregistrement et de maintien des décisions du Comité permanent est décidée par le Comité permanent lui-même, à condition que toutes les décisions actuelles et antérieures soient facilement accessibles sur le site Web de la Convention ; et
10. ABROGE les paragraphes 10, 11, 24 et 25 de la Résolution XII.4 *Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar*.

Projet de résolution, annexe 1

Résolutions de la Conférence des Parties contractantes considérées comme caduques

Liste à insérer de l'annexe du document SC59 Doc.13.2.

Projet de résolution, annexe 2

Lignes directrices pour la préparation et l'enregistrement des futures résolutions et décisions de la Conférence des Parties contractantes

Orientations à l'adresse des autorités administratives et de la présidence des organes de la Convention

Les Parties sont instamment priées de se conformer aux orientations suivantes lors de la préparation des projets de résolutions de la Conférence des Parties.

1. Dans la mesure du possible, les futurs projets de résolutions devraient être préparés de manière à ce que, s'ils sont adoptés, ils remplacent et abrogent toutes les résolutions existantes (ou, le cas échéant, les paragraphes pertinents) traitant du même sujet.
2. Lorsque l'intention est d'amender l'approche, les instructions ou la politique contenues dans une résolution existante, une proposition d'amendement de cette résolution peut être soumise à la Conférence des Parties au lieu d'un nouveau projet de résolution.
3. Si un projet de résolution traite d'un sujet pour lequel une résolution regroupée a déjà été adoptée, le projet doit être présenté de manière à réviser la résolution regroupée.
4. Si un projet de résolution traite d'un sujet déjà couvert par une résolution existante ou plus, n'ayant pas fait l'objet d'un regroupement :
 - le préambule doit rappeler toutes les résolutions existantes sur le même sujet ;
 - les recommandations contenues dans le projet ne doivent pas faire double emploi avec une recommandation existante ; et
 - si les recommandations du projet sont contradictoires avec une recommandation déjà existante, le projet doit indiquer que l'avis contradictoire existant est abrogé.
5. À moins que des considérations pratiques n'en décident autrement, les projets de résolutions ne doivent pas inclure :
 - a) d'instructions ou demandes au Comité permanent, au Groupe d'évaluation scientifique et technique, à d'autres organes subsidiaires ou au Secrétariat, sauf si elles font partie d'une procédure à long terme ; ou
 - b) de recommandations (ou autres formes de décision) qui seront mises en œuvre peu de temps après leur adoption et qui seront ensuite obsolètes.

Ces types de décisions, si elles sont adoptées, seront incluses dans les « décisions de la Conférence des Parties ». Il peut y avoir quelques exceptions, comme les résolutions sur les questions financières et budgétaires, qui doivent continuer à être adoptées et publiées en tant que résolutions.

Instructions au Secrétariat

6. Lorsque la Conférence des Parties adopte des amendements aux résolutions existantes, une version révisée est publiée avec les changements convenus, et remplace la résolution existante. En règle générale, la version révisée conserve le même numéro, avec l'ajout du suffixe « (Rev.COPX) », où « X » représente le numéro de la session de la Conférence des Parties au cours de laquelle les changements ont été adoptés.
7. Après la 14^e Session de la Conférence des Parties, le Secrétariat publiera un document contenant toutes les décisions prises par la Conférence des Parties au cours de la session et qui

ont un effet à court terme et ne sont donc pas incluses dans les résolutions. Dans la mesure du possible, la liste des autres décisions doit être classée selon l'organe auquel elles sont adressées. Lorsque cela n'est pas possible, elles doivent être classées par sujet, en utilisant les sujets des résolutions comme guide.

8. La liste des décisions de la Conférence des Parties est mise à jour après chaque session de la Conférence des Parties, afin de contenir toutes les recommandations (ou autres formes de décision) qui ne sont pas enregistrées dans les résolutions et qui sont toujours valides. Le Secrétariat publie le document mis à jour dans un délai d'un mois après chaque session de la Conférence.

Annexe 2

Classification préliminaire des résolutions de la Conférence des Parties contractantes à la Convention sur les zones humides

Légende

Les résolutions sont indiquées par un simple numéro, soit en chiffres arabes (par exemple, « 4.5 »), soit en chiffres romains (par exemple, « VI.16 »).

Les recommandations sont indiquées avec le texte « Recom » suivi d'un numéro.

Dans certains cas, le Secrétariat n'a apparemment pas attribué de numéro à une résolution au moment de son adoption. Ces cas sont indiqués par le numéro du document qui contient le texte adopté (par exemple, « Annexe au document DOC.C.4.14 »).

* indique un texte qui figure dans plus d'un groupe

Au moment du regroupement des résolutions dans chaque groupe, les résolutions seront vérifiées pour déterminer si elles contiennent un texte relatif au sujet de ce groupe. Si, par exemple, une résolution apparaît dans le groupe « Gouvernance » et dans le groupe « Langues », le texte sur la gouvernance sera déplacé vers une résolution regroupée sur la gouvernance, et le texte sur les langues sera déplacé vers une résolution regroupée sur les langues.

Regroupement préliminaire	Résolutions
QUESTIONS STRATÉGIQUES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	
Texte de la Convention et amendements	Recom 1.7 Élaboration d'un protocole en vue d'instaurer une procédure d'amendement à la Convention Recom 1.8 Élaboration d'un protocole modifiant la Convention en vue de la rendre plus efficace Recom 2.2 Amendements à la Convention 3.4 Mise en œuvre à titre provisoire des amendements à la Convention 4.1 Interprétation du paragraphe 6 de l'article 10 bis de la Convention
Adhésion, statut politique	Recom 1.1 Recrutement de nouvelles Parties à la Convention Recom 1.2 Aider les pays en développement à contribuer à la Convention Recom 3.6

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>Nouvelles Parties contractantes en Afrique</p> <p>Recom 3.7 Nouvelles Parties contractantes en Amérique centrale, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud</p> <p>Recom 3.10 Nouvelles Parties contractantes en Asie et dans le Pacifique</p> <p>4.5 Conditions d'adhésion à la Convention</p> <p>VI.16 Procédures d'adhésion</p> <p>VII.30 Statut de la Yougoslavie à la Convention de Ramsar</p>
<p>Sessions de la Conférence des Parties</p>	<p>Recom 1.9 Appel à réunir une session de la Conférence des Parties contractantes immédiatement après l'entrée en vigueur du protocole proposé par la Recommandation 1.7</p> <p>VI.15 Amendement du règlement intérieur à partir de la 7^e Session de la Conférence des Parties contractantes</p>
<p>Finances, budget & mobilisation des ressources</p>	<p>Recom 2.4 Moyens financiers ou autres nécessaires au secrétariat intérimaire</p> <p>3.2 Questions financières et budgétaires</p> <p>Annexe au document DOC.C.4.13 [<i>Résolution sans numéro</i>] Résolution sur les questions financières et budgétaires (en anglais seulement)</p> <p>5.2 Questions financières et budgétaires</p> <p>VI.17 Questions financières et budgétaires</p> <p>VII.28 Questions financières et budgétaires</p> <p>VIII.27 Questions financières et budgétaires</p> <p>IX.12</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>Questions financières et budgétaires</p> <p>X.2 Questions financières et budgétaires</p> <p>XI.2 Questions financières et budgétaires</p> <p>XII.1 Questions financières et budgétaires</p> <p>XII.7 Cadre de la Convention de Ramsar pour la mobilisation de ressources et les partenariats</p> <p>XIII.2 Questions financières et budgétaires</p>
Plan stratégique	<p>VI.14 Déclaration du 25^e anniversaire de la Convention de Ramsar, Plan stratégique 1997 - 2002, et programme de travail du Bureau 1997-1999</p> <p>VIII.25 Le Plan stratégique Ramsar 2003-2008</p> <p>VIII.26* Mise en œuvre du Plan stratégique 2003-2008 durant la période triennale 2003-2005 et Rapports nationaux à la COP9 de Ramsar</p> <p>IX.8 Rationaliser la mise en œuvre du Plan stratégique de la Convention 2003-2008</p> <p>X.1 Le Plan stratégique Ramsar 2009-2015</p> <p>XI.3 Ajustements apportés au Plan stratégique 2009-2015 pour la période triennale 2013-2015</p> <p>XII.2 Le Plan stratégique Ramsar 2016-2024</p> <p>XIII.5 Révision du quatrième Plan stratégique de la Convention de Ramsar</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
<p>Gouvernance & Efficacité</p>	<p>Recom 2.3 Mesures requises devant bénéficier d'une attention prioritaire</p> <p>Recom 2.3 Annexe Cadre d'application de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine (Ramsar, 1971)</p> <p>Annexe au document DOC.C.4.13 [<i>Résolution sans numéro</i>] Framework for the implementation of the Convention and priorities for attention 1991-1993 (en anglais seulement)</p> <p>Recom 4.7 Mécanismes permettant d'améliorer l'application de la Convention</p> <p>5.1 Déclaration de Kushiro et le cadre d'application de la Convention</p> <p>VI.11 Recueil des recommandations et résolutions de la Conférence des Parties contractantes</p> <p>VII.27 Le Plan de travail de la Convention 2000-2002</p> <p>VIII.45 Fonctionnement de la Conférence des Parties contractantes et efficacité des résolutions et recommandations de la Convention de Ramsar</p> <p>IX.17 Examen des décisions de la Conférence des Parties contractantes</p> <p>IX.24 Améliorer la gestion de la Convention de Ramsar</p> <p>X.4 Établissement d'un Comité de transition du Groupe de travail sur la gestion</p> <p>XII.3* Renforcer la visibilité et la stature de la Convention et améliorer les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions internationales</p> <p>XIII.3 Gouvernance de la Convention</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
Secrétariat	<p>Recom 1.10 Établissement d'un secrétariat permanent pour la Convention de Ramsar</p> <p>3.1, Annex Mémoire d'accord conclu entre l'UICN et le BIREO</p> <p>Recom 3.5 Tâches du Bureau vis-à-vis des organismes d'aide au développement</p> <p>Annexe to DOC.C.4.15 [<i>Résolution sans numéro</i>] Secretariat matters --- en anglais seulement</p> <p>Recom 5.11 Le nouveau siège du Bureau en Suisse</p> <p>Recom 6.6 Mise en place d'attachés de liaison Ramsar dans les régions</p> <p>VI.8 Questions relatives au Secrétaire général</p> <p>VI.22 Étude sur une réduction générale des coûts et, en particulier, sur le déplacement éventuel du Bureau Ramsar et de ses opérations</p> <p>IX.10 Usage de l'expression « Secrétariat Ramsar » et statut</p> <p>X.5 Faciliter les travaux de la Convention de Ramsar et de son Secrétariat</p> <p>XI.1 Accueil institutionnel du Secrétariat Ramsar</p>
Comité permanent	<p>3.3 Résolution pour l'institution d'un Comité permanent</p> <p>Annexe au DOC.C.4.14 [<i>Résolution sans numéro</i>] Le Comité permanent</p> <p>VII.1 Répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention, composition, rôle et responsabilités du Comité permanent et, notamment, tâches des membres du Comité permanent</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>XI.19 Ajustements des termes de la Résolution 7.1 sur la composition, le rôle et les responsabilités du Comité permanent et la répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention</p> <p>XII.4 Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar</p> <p>XIII.4 Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar</p>
<p>Groupe d'évaluation scientifique et technique ; Avis et appui scientifiques</p>	<p>5.5 Création d'un Groupe d'évaluation scientifique et technique</p> <p>VI.7 Le Groupe d'évaluation scientifique et technique</p> <p>VII.2 Composition et <i>modus operandi</i> du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) de la Convention</p> <p>VIII.28 <i>Modus operandi</i> du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) de la Convention</p> <p>IX.2 Mise en œuvre future des aspects scientifiques et techniques de la Convention</p> <p>IX.11 <i>Modus operandi</i> révisé du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST)</p> <p>X.9 Améliorations apportées au <i>modus operandi</i> du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST)</p> <p>X.10 Mise en œuvre future des aspects scientifiques et techniques de la Convention</p> <p>XI.16 Garantir un apport efficace d'avis et d'appuis scientifiques et techniques à la Convention</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>XI.17 Mise en œuvre future des aspects scientifiques et techniques de la Convention pour la période 2013-2015</p> <p>XI.18 Ajustements au <i>modus operandi</i> du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) pour la période triennale 2013-2015</p> <p>XII.5 Nouveau cadre pour la fourniture d'avis et d'orientations scientifiques et techniques à la Convention</p> <p>XIII.8 Application future des aspects scientifiques et techniques de la Convention pour 2019-2021</p>
Langues	<p>4.2 Les langues de travail de la Conférence des Parties contractantes</p> <p>Recom 5.15 Les langues de travail de la Conférence des Parties contractantes</p> <p>XII.3* Renforcer la visibilité et la stature de la Convention et améliorer les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions internationales</p> <p>XIII.6 La stratégie pour les langues de la Convention</p>
Partenariats et synergies	<p>Recom 4.11 Coopération avec les organisations internationales</p> <p>Recom 5.4 Les relations entre la Convention de Ramsar, le Fonds pour l'environnement mondial et la Convention sur la diversité biologique</p> <p>VI.9* Coopération avec la Convention sur la diversité biologique</p> <p>VI.10 Coopération avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et les organismes chargés de son exécution : la Banque mondiale, le PNUD et le PNUE</p> <p>VII.4 Partenariat et coopération avec d'autres Conventions et notamment, harmonisation de l'infrastructure de gestion de l'information</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>VII.19 Lignes directrices pour la coopération internationale dans le cadre de la Convention de Ramsar</p> <p>VIII.5 Partenariats et synergies avec les Accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions</p> <p>VIII.9* Lignes directrices pour l'intégration des questions relatives à la diversité biologique dans la législation et/ou les processus concernant les études d'impact sur l'environnement et dans l'évaluation environnementale stratégique » adoptées par la Convention sur la diversité biologique (CDB), et leur pertinence pour la Convention de Ramsar</p> <p>VIII.24 Directives du PNUE pour renforcer le respect des accords multilatéraux sur l'environnement et Directives pour l'application effective des législations nationales et la coopération internationale dans la lutte contre les violations des lois d'application des accords multilatéraux sur l'environnement</p> <p>IX.3* Engagement de la Convention de Ramsar sur les zones humides dans les mécanismes multilatéraux en cours relatifs à l'eau</p> <p>IX.5* Synergies avec d'autres organisations internationales qui se consacrent à la diversité biologique ; y compris collaboration et harmonisation de l'établissement des rapports nationaux entre les conventions et accords relatifs à la biodiversité</p> <p>X.11 Partenariats et synergies avec les accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres institutions</p> <p>X.12 Principes régissant les partenariats entre la Convention de Ramsar et le secteur privé</p> <p>X.22* Promouvoir la coopération internationale pour la conservation des voies de migration des oiseaux d'eau</p> <p>XI.6 Partenariats et synergies avec les accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>XII.3* Renforcer l'utilisation des langues, la visibilité et la stature de la Convention et améliorer les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et autres institutions internationales</p> <p>XIII.7 Renforcer la visibilité de la Convention et les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et institutions internationales</p>
CESP, etc.	<p>Recom 4.5 Éducation et formation</p> <p>Recom 5.8 Les mesures visant à promouvoir la sensibilisation du public aux valeurs des zones humides</p> <p>VI.19 Éducation et sensibilisation du public</p> <p>VII.9 Le Programme d'information de la Convention - 1999-2002</p> <p>VIII.31 Le Programme de communication, d'éducation et de sensibilisation du public (CESP) de la Convention (2003-2008)</p> <p>IX.18 Établissement d'un Groupe de surveillance des activités de CESP de la Convention</p> <p>X.8 Le Programme de communication, éducation, sensibilisation et participation (CESP) 2009-2015 de la Convention sur les zones humides</p> <p>XII.9 Le Programme de la Convention de Ramsar relatif à la communication, au renforcement des capacités, à l'éducation, à la sensibilisation et à la participation (CESP) 2016-2024</p>
Déclaration de journées, prix et accréditations	<p>Recom 5.10 La campagne zones humides du 25^e anniversaire, 1996</p> <p>VI.18 Création du prix Ramsar pour la conservation des zones humides</p> <p>XII.10 Label Ville des Zones Humides accréditée par la Convention de Ramsar</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>XIII.1 Journée mondiale des zones humides</p>
Organismes d'aide au développement et banques	<p>Recom 3.4 Responsabilité des organismes d'aide au développement vis-à-vis des zones humides</p> <p>Recom 4.13 Responsabilités des organismes d'aide au développement (OAD) vis-à-vis des zones humides</p>
Fonds sur les zones humides	<p>4.3 Résolution sur un Fonds de conservation des zones humides</p> <p>5.8 Résolution sur le financement et fonctionnement futurs du Fonds Ramsar de conservation des zones humides</p> <p>VI.6 Le Fonds de conservation des zones humides</p> <p>Recom 7.4 L'Initiative Wetlands for the Future</p> <p>VII.5 Évaluation critique du Fonds Ramsar de petites subventions pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides (FPS) et exploitation future du Fonds</p> <p>VIII.29 Préciser les fonctions des organismes et organes connexes chargés de l'application de la Convention au niveau national</p> <p>IX.13 Évaluation du Fonds de dotation Ramsar comme mécanisme de financement du Fonds de petites subventions</p> <p>X.7 Optimiser le Fonds Ramsar de petites subventions durant la période 2009-2012</p>
Autorités nationales	<p>X.29 Préciser les fonctions des organismes et organes connexes chargés de l'application de la Convention au niveau national</p>
Législations et politiques nationales	<p>Recom 6.9 Cadre d'élaboration et d'application de politiques nationales pour les zones humides</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>VII.6 Lignes directrices pour l'élaboration et l'application de politiques nationales pour les zones humides</p> <p>VII.7* Lignes directrices pour l'étude des lois et des institutions en vue de promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides</p>
ONG et Organisations internationales partenaires	<p>Recom 5.6 Le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) en relation avec la Convention de Ramsar</p> <p>Recom 5.7 Recommandation sur les comités nationaux</p> <p>VII.3 Partenariat avec des organisations internationales</p> <p>IX.16 Les Organisations internationales partenaires (OIP) de la Convention</p>
Perspective régionale	<p>Recom 5.13 La promotion et le renforcement de la Région néotropicale Ramsar</p> <p>Recom 5.14 Collaboration pour les zones humides méditerranéennes</p> <p>Recom 6.4* Initiative de Brisbane sur l'établissement d'un réseau de sites Ramsar le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie</p> <p>Recom 6.11 Poursuite de la collaboration en faveur des zones humides Méditerranéennes</p> <p>VII.22 Structure de coopération pour les zones humides méditerranéennes</p> <p>VII.26 Création d'un Centre régional Ramsar pour la formation et l'étude relatives aux zones humides dans l'hémisphère occidental</p> <p>VIII.39 Les zones humides des hautes Andes : des écosystèmes stratégiques</p> <p>VIII.41 Création d'un Centre régional Ramsar pour la formation et la recherche relatives aux zones humides d'Asie de l'Ouest et d'Asie centrale</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>VIII.42 Les petits États insulaires en développement dans la région Océanie</p> <p>VIII.43 Une stratégie sous-régionale de la Convention de Ramsar pour l'Amérique du Sud</p> <p>VIII.44 Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD) et mise en œuvre de la Convention de Ramsar en Afrique</p> <p>IX.19 L'importance des colloques régionaux sur les zones humides pour l'application efficace de la Convention de Ramsar</p> <p>XII.14 Conservation des zones humides des îles du bassin méditerranéen</p> <p>XIII.22 Les zones humides en Asie de l'Ouest</p> <p>XIII.23 Les zones humides des régions arctiques et subarctiques</p>
<p>Initiatives régionales ***</p>	<p>VIII.30 Initiatives régionales pour renforcer la mise en œuvre de la Convention</p> <p>IX.7 Initiatives régionales dans le cadre de la Convention de Ramsar</p> <p>X.6 Initiatives régionales 2009-2012 dans le cadre de la Convention de Ramsar</p> <p>XI.5 Initiatives régionales 2013-2015 dans le cadre de la Convention de Ramsar</p> <p>XII.8 Initiatives régionales 2016-2018 dans le cadre de la Convention de Ramsar</p> <p>XIII.9 Les Initiatives régionales Ramsar 2019-2021</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
Rapports, Rapports nationaux	<p>Recom 2.1 Soumission des Rapports nationaux</p> <p>Recom 4.3 Rapports nationaux</p> <p>VIII.26* Mise en œuvre du Plan stratégique 2003-2008 durant la période triennale 2003-2005 et Rapports nationaux à la COP9 de Ramsar</p> <p>IX.5* Synergies avec d'autres organisations internationales qui se consacrent à la diversité biologique ; y compris collaboration et harmonisation de l'établissement des rapports nationaux entre les conventions et accords relatifs à la biodiversité</p>
Petits États insulaires	<p>Recom 7.2 Les petits États insulaires en développement, les écosystèmes de zones humides insulaires et la Convention de Ramsar</p> <p>IX.20 Planification et gestion intégrée et interbiome des zones humides, en particulier dans les petits États insulaires en développement</p> <p>X.30 Les petits États insulaires et la Convention de Ramsar</p>
Remerciements au pays hôte	<p>Recom 1.11 Remerciements aux hôtes italiens</p> <p>Recom 2.10 Remerciements au Gouvernement des Pays-Bas et reconnaissance des mesures de conservation des zones humides prises aux Pays-Bas</p> <p>Recom 3.11 Recommandation de remerciements (Canada)</p> <p>Recom 4.14 Remerciements au pays hôte [Suisse]</p> <p>Recom 5.12 Remerciements aux hôtes japonais</p> <p>VI.20 Remerciements au peuple et aux gouvernements Australiens</p> <p>VII.29 Remerciements au pays hôte (Costa Rica)</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>VIII.46 Remerciements à la population et aux autorités espagnoles</p> <p>IX.25 Remerciements au pays hôte (Ouganda)</p> <p>X.32 Remerciements au pays hôte, la République de Corée</p> <p>XI.22 Remerciements au pays hôte, la Roumanie</p> <p>XII.16 Remerciements au pays hôte, l'Uruguay, et Déclaration de Punta del Este</p> <p>XIII.25 Remerciements au pays hôte, les Émirats arabes unis</p>
SITES RAMSAR ET AUTRES AIRES PROTÉGÉES	
<p>Liste de Ramsar, Inscription de Sites Ramsar</p>	<p>Recom 1.3 Augmentation du nombre de sites inscrits sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>Recom 1.4 Élaboration de lignes directrices pour le choix des sites inscrits sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>Recom 2.5* Inscription de la mer des Wadden sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>Recom 3.1 Critères d'identification des zones humides d'importance internationale et lignes directrices sur l'utilisation de ces critères</p> <p>Recom 4.2 Critères d'identification des zones humides d'importance internationale</p> <p>4.4 Application de l'article 5 de la Convention</p> <p>Recom 4.6* Établissement des inventaires scientifiques nationaux des zones humides</p> <p>5.3 Procédure relative à l'inscription initiale de sites sur la liste des zones humides d'importance internationale</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>5.7 Plans de gestion des Sites Ramsar et autres zones humides</p> <p>5.9 L'application des critères Ramsar d'identification des zones humides d'importance internationale</p> <p>Recom 5.9 Élaboration de lignes directrices Ramsar relatives aux zones humides d'importance internationale comme habitats des poissons</p> <p>VI.1* Définitions de travail des caractéristiques écologiques, lignes directrices pour décrire et maintenir les caractéristiques écologiques des sites inscrits et principes opérationnels du Registre de Montreux</p> <p>VI.2 Adoption de critères spécifiques d'identification des zones humides d'importance internationale tenant compte des poissons</p> <p>VI.3 Évaluation des critères Ramsar d'identification des zones humides d'importance internationale et des lignes directrices associées</p> <p>VI.4 Adoption d'estimations des populations pour l'application des critères spécifiques tenant compte des oiseaux d'eau</p> <p>VI.5 Intégration des zones humides karstiques souterraines comme type de zone humide, dans le système de classification Ramsar</p> <p>VI.12* Inventaires nationaux des zones humides et sites candidats à l'inscription sur la Liste</p> <p>VI.13 Communication d'informations relatives aux sites désignés pour inscription sur la Liste Ramsar des zones humides d'importance internationale</p> <p>VII.11 Cadre stratégique et lignes directrices pour orienter l'évolution de la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>VII.12 Sites de la Liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale : description officielle, état de conservation et plans de gestion, y compris situation de sites particuliers sur le territoire de</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>certaines Parties contractantes</p> <p>VII.13 Lignes directrices pour l'identification et l'inscription de systèmes karstiques et autres systèmes hydrologiques souterrains sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>VII.23 Questions relatives à la définition des limites des Sites Ramsar et à la compensation pour la perte de biotopes dans les zones humides</p> <p>VIII.8* Évaluation et rapport sur l'état et les tendances des zones humides, et mise en œuvre de l'article 3.2 de la Convention</p> <p>VIII.10 Améliorer la mise en œuvre du Cadre stratégique et Vision pour la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>VIII.11 Orientations complémentaires pour identifier et inscrire des zones humides d'importance internationale appartenant à des types de zones humides sous-représentés</p> <p>VIII.13 Améliorer l'information sur les zones humides d'importance internationale (Sites Ramsar)</p> <p>VIII.20 Orientations générales pour interpréter « les raisons pressantes d'intérêt national » dans le contexte de l'article 2.5 de la Convention et envisager une compensation dans le contexte de l'article 4.2</p> <p>VIII.21 Définir plus précisément les limites des Sites Ramsar dans les Fiches descriptives Ramsar</p> <p>VIII.22 Questions relatives aux Sites Ramsar qui ne remplissent plus ou qui n'ont jamais rempli les Critères d'identification des zones humides d'importance internationale</p> <p>VIII.33* Orientations pour l'identification, la gestion durable et la désignation de mares temporaires comme zones humides d'importance internationale</p> <p>VIII.38 Estimations des populations d'oiseaux d'eau et identification et inscription de zones humides d'importance internationale</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>IX.6 Orientations relatives aux Sites Ramsar ou parties de sites qui ne remplissent plus les critères d'inscription</p> <p>IX.15 État des sites de la Liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale</p> <p>IX.22 Sites Ramsar et réseaux d'aires protégées</p> <p>X.13 Évaluation du Fonds de dotation Ramsar comme mécanisme de financement du Fonds de petites subventions</p> <p>X.15* Description des caractéristiques écologiques des zones humides, et besoins et présentation des données pour un inventaire de base : orientations scientifiques et techniques</p> <p>X.20 Régionalisation biogéographique pour l'application du Cadre stratégique pour la Liste des zones humides d'importance internationale : orientations scientifiques et techniques</p> <p>XI.4 État des sites de la Liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale</p> <p>XI.8 Simplifier les procédures de description des Sites Ramsar au moment de leur inscription et lors de mises à jour ultérieures</p> <p>XII.6 État des sites inscrits sur la Liste de Ramsar des zones humides d'importance internationale</p> <p>XIII.10 État des sites inscrits sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>XIII.12 Orientations en matière d'identification de tourbières comme zones humides d'importance internationale (Sites Ramsar) pour la régulation des changements climatiques mondiaux, comme argument additionnel aux critères Ramsar existants</p> <p>XIII.24* Renforcement de la conservation des habitats côtiers des tortues marines, et désignation au titre de Ramsar des sites à enjeux majeurs</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
Registre de Montreux & caractéristiques écologiques des Sites Ramsar	<p>Recom 3.9 Changements dans les caractéristiques écologiques des Sites Ramsar</p> <p>Recom 4.8 Changements dans les caractéristiques écologiques des Sites Ramsar</p> <p>Recom 5.2 Lignes directrices pour l'interprétation de l'article 3 (« caractéristiques écologiques » et « changements dans les caractéristiques écologiques »)</p> <p>5.4 Registre des Sites Ramsar dont les caractéristiques écologiques ont connu, connaissent ou sont susceptibles de connaître des modifications (« Registre de Montreux »)</p> <p>VI.1* Définitions de travail des caractéristiques écologiques, lignes directrices pour décrire et maintenir les caractéristiques écologiques des sites inscrits et principes opérationnels du Registre de Montreux</p> <p>VIII.7* Lacunes et harmonisation des orientations Ramsar relatives aux caractéristiques écologiques, à l'inventaire, à l'évaluation et à la surveillance continue des zones humides</p> <p>VIII.8* Évaluation et rapport sur l'état et les tendances des zones humides, et mise en œuvre de l'article 3.2 de la Convention</p> <p>X.15* Description des caractéristiques écologiques des zones humides, et besoins et présentation des données pour un inventaire de base : orientations scientifiques et techniques</p> <p>X.16 Cadre pour les procédures de détection de changements dans les caractéristiques écologiques des zones humides, d'établissement de rapports et de réaction</p>
Sites Ramsar, pays ou sites particuliers	<p>Recom 2.5* Inscription de la mer des Wadden sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>Recom 2.6 Conservation et gestion des zones humides sahéniennes</p> <p>Recom 2.7 Conservation du Parc national des oiseaux du Djoudj, Sénégal</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>Recom 2.8 Établissement d'une aire protégée dans le bassin du fleuve Sénégal, en Mauritanie</p> <p>Recom 3.8 Conservation du site d'Azraq figurant sur la Liste de Ramsar</p> <p>Recom 4.9 Sites Ramsar se trouvant sur le territoire de certaines Parties contractantes</p> <p>Recom 4.9.1 Parc National de Doñana, Espagne</p> <p>Recom 4.9.2 Everglades, États-Unis</p> <p>Recom 4.9.3 Oasis d'Azraq, Jordanie</p> <p>Recom 4.9.4 Conservation du Leybucht (République fédérale d'Allemagne)</p> <p>Recom 4.9.5 Les Sites Ramsar de Grèce</p> <p>Recom 5.1 Les Sites Ramsar se trouvant sur le territoire de certaines Parties contractantes</p> <p>Recom 5.1.1 Les Sites Ramsar de Grèce</p> <p>Recom 5.1.2 Le site de Cuare, Venezuela</p> <p>Recom 5.1.3 Le bassin du Danube inférieur</p> <p>Recom 6.17 Sites Ramsar se trouvant sur le territoire de certaines Parties contractantes</p> <p>Recom 6.17.1 Les Sites Ramsar de Grèce</p> <p>Recom 6.17.2 Réserve Nationale de Paracas et stratégie nationale de conservation des zones humides du Pérou</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>Recom 6.17.3 L'oasis d'Azraq, Jordanie</p> <p>Recom 6.17.4 Sites Ramsar d'Australie</p> <p>Recom 6.17.5 Le Bassin du Danube inférieur</p>
UTILISATION RATIONNELLE DES ZONES HUMIDES	
Évaluation des zones humides et de leurs services	<p>Recom 1.6 Évaluation des valeurs des zones humides dans le cadre du processus de planification</p> <p>Recom 6.10 Promotion de la coopération en matière d'évaluation économique des zones humides</p> <p>VI.21 Évaluation de l'état des zones humides et établissement de rapports y relatifs</p> <p>VIII.8* Évaluation et rapport sur l'état et les tendances des zones humides, et mise en œuvre de l'article 3.2 de la Convention</p> <p>XIII.17 Évaluer rapidement les services écosystémiques des zones humides</p>
Changements climatiques	<p>VIII.3 Les changements climatiques et les zones humides : effets, adaptation et atténuation</p> <p>X.24 Les changements climatiques et les zones humides</p> <p>XI.14 Les changements climatiques et les zones humides : implications pour la Convention de Ramsar sur les zones humides</p> <p>XII.11* Les tourbières, les changements climatiques et l'utilisation rationnelle : implications pour la Convention de Ramsar</p> <p>XIII.13* Restauration de tourbières dégradées pour atténuer les changements climatiques et s'adapter à ces changements, améliorer la biodiversité et réduire les risques de catastrophe</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>XIII.15* Valeurs culturelles et pratiques des peuples autochtones et des communautés locales, et leur contribution à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements dans les zones humides</p> <p>XIII.16* Urbanisation durable, changements climatiques et zones humides</p>
Zones côtières	<p>Recom 6.8 Plans stratégiques pour les zones humides côtières</p> <p>VIII.4 Questions relatives aux zones humides dans la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC)</p>
Énergie et biocarburants	<p>X.25 Les zones humides et les « biocarburants »</p> <p>XI.10 Les zones humides et les questions relatives à l'énergie</p>
Santé et bien-être	<p>X.3 La Déclaration de Changwon sur le bien-être humain et les zones humides</p> <p>X.23 Les zones humides et la santé et le bien-être humains</p> <p>XI.12 Les zones humides et la santé : adopter une approche par écosystème</p>
Évaluation d'impact	<p>Recom 6.2 Études d'impact sur l'environnement</p> <p>VII.16 La Convention de Ramsar et l'étude d'impact : stratégique, environnemental et social</p> <p>VIII.35* Les effets des catastrophes naturelles, en particulier la sécheresse, sur les écosystèmes des zones humides</p> <p>X.17 Étude d'impact sur l'environnement et évaluation environnementale stratégique : orientations scientifiques et techniques actualisées</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
Espèces envahissantes	<p>VIII.18 Les espèces envahissantes et les zones humides</p> <p>VII.14 Les espèces envahissantes et les zones humides</p>
Inventaires des zones humides	<p>Recom 1.5 Inventaires nationaux des zones humides</p> <p>Recom 4.6* Établissement des inventaires scientifiques nationaux des zones humides</p> <p>VI.12* Inventaires nationaux des zones humides et sites candidats à l'inscription sur la Liste</p> <p>VIII.6 Cadre Ramsar pour l'inventaire des zones humides</p> <p>VIII.7* Lacunes et harmonisation des orientations Ramsar relatives aux caractéristiques écologiques, à l'inventaire, à l'évaluation et à la surveillance continue des zones humides</p> <p>VII.20 Priorités en matière d'inventaire des zones humides</p> <p>X.15* Description des caractéristiques écologiques des zones humides, et besoins et présentation des données pour un inventaire de base : orientations scientifiques et techniques</p>
Gestion des zones humides	<p>Recom 6.5 Mise en place de nouveaux programmes de formation pour les administrateurs des zones humides</p> <p>Recom 6.13 Lignes directrices relatives aux plans de gestion des Sites Ramsar et autres zones humides</p> <p>Recom 7.1* Un Plan d'action mondial pour l'utilisation rationnelle et la gestion des tourbières</p> <p>VIII.14 Nouvelles Lignes directrices relatives aux plans de gestion des Sites Ramsar et autres zones humides</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>VIII.15 Le «Registre de San José» pour la promotion de la gestion des zones humides</p> <p>VIII.32* Conservation, gestion intégrée et utilisation durable des écosystèmes de mangroves et de leurs ressources</p> <p>VIII.33* Orientations pour l'identification, la gestion durable et la désignation de mares temporaires comme zones humides d'importance internationale</p> <p>VIII.36 La gestion environnementale participative (GEP) comme outil de gestion et d'utilisation rationnelle des zones humides</p> <p>XI.11 Principes pour la planification et la gestion des zones humides</p> <p>XII.15 Évaluation de l'efficacité de la gestion et de la conservation des Sites Ramsar</p>
Espèces migratrices	<p>Recom 3.2 Nécessité de conduire de nouvelles études sur les voies de migration</p> <p>Recom 4.12 Coopération entre Parties contractantes pour la gestion des espèces migratrices</p> <p>Recom 6.4* Initiative de Brisbane sur l'établissement d'un réseau de Sites Ramsar le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie</p> <p>Recom 7.3 Coopération multilatérale en matière de conservation des oiseaux d'eau migrants dans la région Asie-Pacifique</p> <p>VIII.37 Coopération internationale à la conservation des oiseaux d'eau migrants et de leurs habitats dans la région Asie-Pacifique</p> <p>X.22* Promouvoir la coopération internationale pour la conservation des voies de migration des oiseaux d'eau</p>
Missions consultatives Ramsar (MCR)	<p>XIII.11 La Mission consultative Ramsar</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
<p>Développement durable, peuples autochtones et communautés locales, égalité entre les sexes et moyens d'existence</p> <p><i>Note : lorsque ce groupe sera examiné pour regroupement, il sera peut-être possible de séparer les moyens d'existence et la pauvreté des aspects culturels.</i></p>	<p>Recom 6.3 Participation des populations locales et autochtones à la gestion des zones humides Ramsar</p> <p>VII.8 Lignes directrices pour la mise en œuvre et le renforcement de la participation des communautés locales et des populations autochtones à la gestion des zones humides</p> <p>VIII.19 Principes directeurs pour la prise en compte des valeurs culturelles des zones humides dans la gestion efficace des sites</p> <p>IX.14 Les zones humides et la réduction de la pauvreté</p> <p>IX.21 Tenir compte des valeurs culturelles des zones humides</p> <p>X.28 Les zones humides et l'éradication de la pauvreté</p> <p>XI.20 Promouvoir l'investissement durable par le secteur public et le secteur privé pour garantir le maintien des avantages issus des zones humides pour l'homme et la nature</p> <p>XI.21 Les zones humides et le développement durable</p> <p>XIII.15* Valeurs culturelles et pratiques des peuples autochtones et des communautés locales, et leur contribution à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements dans les zones humides</p> <p>XIII.18 Égalité entre les sexes dans le contexte des zones humides</p>
<p>Eau, aspects liés à l'eau et à la gestion de l'eau</p>	<p>VI.23 Ramsar et l'eau</p> <p>VII.18 Lignes directrices pour l'intégration de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides dans la gestion des bassins hydrographiques</p> <p>VIII.1 Lignes directrices relatives à l'attribution et à la gestion de l'eau en vue</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>de maintenir les fonctions écologiques des zones humides</p> <p>VIII.34* Agriculture, zones humides et gestion des ressources d'eau</p> <p>VIII.40* Orientations relatives à une utilisation des eaux souterraines compatible avec la conservation des zones humides</p> <p>IX.3* Engagement de la Convention de Ramsar sur les zones humides dans les mécanismes multilatéraux en cours relatifs à l'eau</p> <p>X.19 Les zones humides et la gestion des bassins hydrographiques : orientations scientifiques et techniques regroupées</p> <p>XII.12* Appel à l'action pour garantir et protéger les besoins en eau des zones humides, présents et futurs</p>
<p>Utilisation rationnelle, conservation, écologie, restauration, etc.</p>	<p>Recom 2.9 Mesures de conservation et de protection des zones humides ne figurant pas sur la Liste des zones humides d'importance internationale</p> <p>Recom 3.3 Utilisation rationnelle des zones humides</p> <p>Recom 4.1 Restauration des zones humides</p> <p>Recom 4.4 Création de réserves de zones humides</p> <p>Recom 4.10 Lignes directrices sur l'application du concept d'utilisation rationnelle</p> <p>Recom 5.3 Le caractère essentiel des zones humides et nécessité d'un zonage relatif aux réserves établies dans des zones humides</p> <p>Recom 5.5 L'inclusion de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides dans les programmes multilatéraux et bilatéraux de coopération pour le développement</p> <p>5.6 Utilisation rationnelle des zones humides</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>Recom 6.1 Conservation des tourbières</p> <p>Recom 6.7 Conservation et utilisation rationnelle des récifs coralliens et des écosystèmes associés</p> <p>Recom 6.12 Conservation et utilisation rationnelle dans les activités financées par les secteurs public et privé</p> <p>Recom 6.14 Substances toxiques</p> <p>Recom 6.15 Restauration des zones humides</p> <p>Recom 6.16 Conservation et utilisation rationnelle des zones humides dans les programmes bilatéraux et multilatéraux de coopération au développement</p> <p>Recom 6.18 Conservation et utilisation rationnelle des zones humides dans la région des îles du Pacifique</p> <p>Recom 7.1* Un Plan d'action mondial pour l'utilisation rationnelle et la gestion des tourbières</p> <p>VII.7* Lignes directrices pour l'étude des lois et des institutions en vue de promouvoir la Conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides</p> <p>VII.10 Cadre d'évaluation des risques pour les zones humides</p> <p>VII.15 Mesures d'incitation en faveur de l'application des principes d'utilisation rationnelle</p> <p>VII.17 La restauration comme élément des plans nationaux pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides</p> <p>VII.21 Renforcer les mesures de conservation et d'utilisation rationnelle des zones humides intertidales</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>VII.24 Compensation pour la perte de biotopes et autres fonctions des zones humides</p> <p>VII.25 Mesure de la qualité écologique des zones humides</p> <p>VIII.2 Le Rapport de la Commission mondiale des barrages (CMB) et sa pertinence pour la Convention de Ramsar</p> <p>VIII.7* Lacunes et harmonisation des orientations Ramsar relatives aux caractéristiques écologiques, à l'inventaire, à l'évaluation et à la surveillance continue des zones humides</p> <p>VIII.12 Renforcer l'utilisation rationnelle et la conservation des zones humides de montagne</p> <p>VIII.16 Principes et lignes directrices pour la restauration des zones humides</p> <p>VIII.17 Lignes directrices relatives à une action mondiale pour les tourbières</p> <p>VIII.23 Les mesures d'incitation comme instruments de l'utilisation rationnelle des zones humides</p> <p>VIII.32* Conservation, gestion intégrée et utilisation durable des écosystèmes de mangroves et de leurs ressources</p> <p>VIII.34* Agriculture, zones humides et gestion des ressources d'eau</p> <p>VIII.35* Les effets des catastrophes naturelles, en particulier la sécheresse, sur les écosystèmes des zones humides</p> <p>VIII.40* Orientations relatives à une utilisation des eaux souterraines compatible avec la conservation des zones humides</p> <p>IX.1 Orientations scientifiques et techniques additionnelles pour appliquer le concept d'utilisation rationnelle de Ramsar</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p data-bbox="512 275 1385 371">IX.4 La Convention de Ramsar et la conservation, la production et l'utilisation durable des ressources halieutiques</p> <p data-bbox="512 416 1374 551">IX.9 Le rôle de la Convention de Ramsar dans la prévention et l'atténuation des impacts associés aux phénomènes naturels, y compris ceux qui sont induits ou exacerbés par les activités anthropiques</p> <p data-bbox="512 595 1390 730">IX.23 L'influenza aviaire hautement pathogène et ses conséquences pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et des oiseaux d'eau</p> <p data-bbox="512 775 1222 835">X.14 Cadre pour les besoins Ramsar en données et informations</p> <p data-bbox="512 880 1366 1014">X.18 Application des choix de réponses de l'Évaluation des écosystèmes en début de millénaire (EM) dans la Boîte à outils Ramsar pour l'utilisation rationnelle</p> <p data-bbox="512 1059 1302 1155">X.21 Orientations relatives à la lutte contre la propagation continue de l'influenza aviaire hautement pathogène</p> <p data-bbox="512 1200 1070 1261">X.26 Les zones humides et les industries extractives</p> <p data-bbox="512 1305 943 1366">X.27 Les zones humides et l'urbanisation</p> <p data-bbox="512 1411 1350 1507">X.31 Améliorer la diversité biologique dans les rizières considérées comme des systèmes de zones humides</p> <p data-bbox="512 1552 1034 1612">XI.7 Le tourisme, les loisirs et les zones humides</p> <p data-bbox="512 1657 1385 1753">XI.9 Cadre intégré et lignes directrices pour éviter, atténuer et compenser les pertes en zones humides</p> <p data-bbox="512 1798 1334 1895">XI.13 Cadre intégré pour lier la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides à l'éradication de la pauvreté</p> <p data-bbox="512 1939 1366 2000">XI.15 Interactions entre l'agriculture et les zones humides : la riziculture et le</p>

Regroupement préliminaire	Résolutions
	<p>contrôle des ravageurs</p> <p>XII.12* Appel à l'action pour garantir et protéger les besoins en eau des zones humides, présents et futurs</p> <p>XII.13 Les zones humides et la prévention des risques de catastrophe</p> <p>XIII.14 Promouvoir la conservation, la restauration et la gestion durable des écosystèmes côtiers de carbone bleu</p> <p>XIII.19 L'agriculture durable dans les zones humides</p> <p>XIII.20 Promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides intertidales et des habitats associés sur le plan écologique</p> <p>XIII.21 Conservation et gestion des petites zones humides</p> <p>XIII.24* Renforcement de la conservation des habitats côtiers des tortues marines, et désignation au titre de Ramsar des sites à enjeux majeurs</p>